

Situation financière Système de Santé Luxembourg



Dr Claude Schummer

COLLOQUE SUR LA COOPERATION
SANITAIRE TRANSFRONTALIERE

18 décembre 2013



ANALYSE GLOBALE

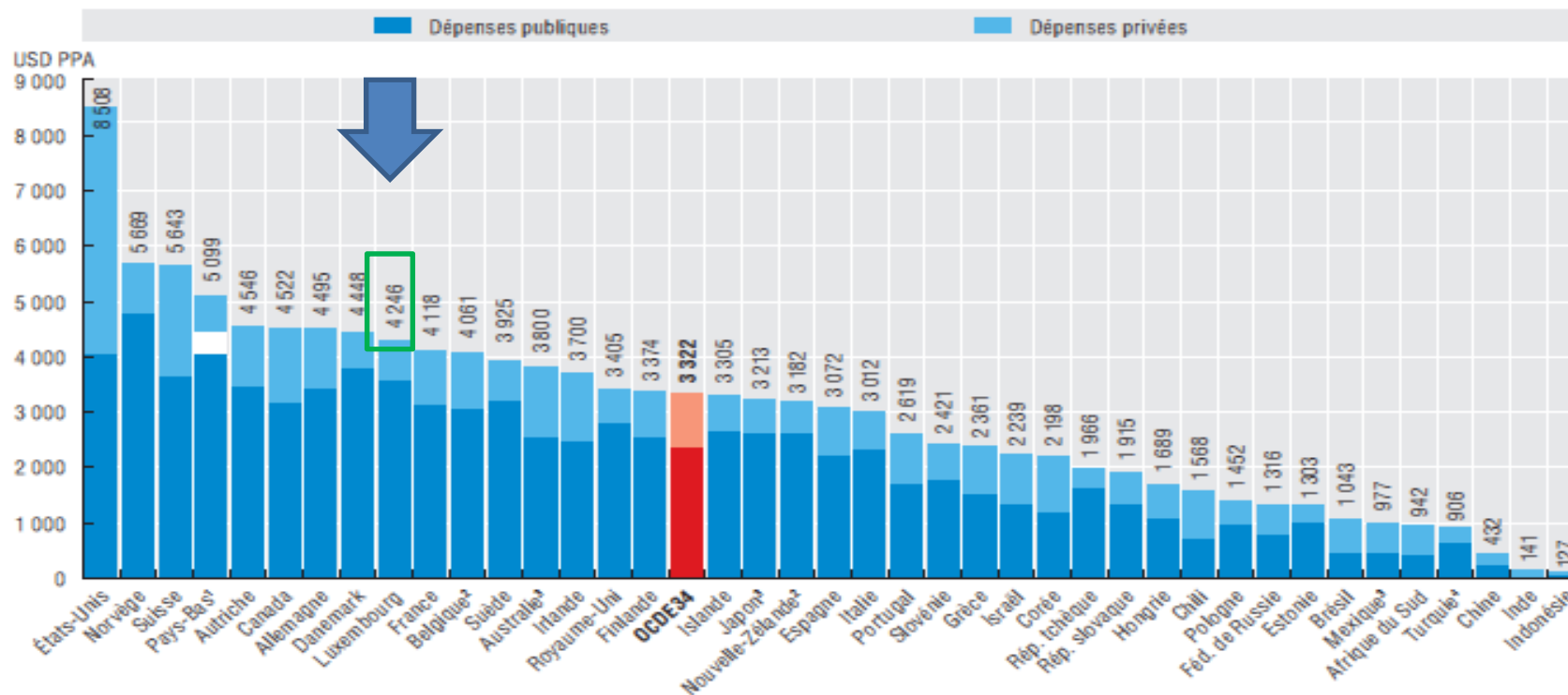
Dépenses Assurance maladie – maternité

Année	Dépenses courantes	Provisions	Dépenses effectives	Var. nominale	Var. à l'indice 100	% PIB
1995	879	111	768	7,9%	5,9%	5,1%
2000	1069	23	1047	6,1%	3,3%	4,8%
2003	1521	123	1398	7,9%	5,7%	5,4%
2004	1654	144	1510	8,0%	5,8%	5,5%
2005	1839	177	1662	10,1%	7,4%	5,5%
2006	1843	135	1708	2,7%	0,6%	5,0%
2007	2015	187	X 2,5 1828	7,0%	4,6%	4,9%
2008	Crise 2120	176	1945	6,4%	4,2%	5,2%
2009	2076	115	1961	0,8%	-1,6%	5,4%
2010	2217	185	2032	3,6%	1,9%	5,1%
2011	2355	273	2082	2,4%	0,6%	4,9%
2012	2583	355	2228	7,0%	4,4%	5,0%

Dépenses de Santé 2011 Par Habitant (USD PPA)



7.1.1. Dépenses de santé par habitant, 2011 (ou année la plus proche)



1. Aux Pays-Bas, il n'est pas possible de distinguer clairement la part privée de la part publique des dépenses de santé liées aux investissements.
2. Dépenses de santé courantes.
3. Les données se rapportent à 2010.
4. Les données se rapportent à 2008.

Source : Statistiques de l'OCDE sur la santé 2013, <http://dx.doi.org/10.1787/health-data-fr> ; Base de données de l'OMS sur les dépenses mondiales de santé.

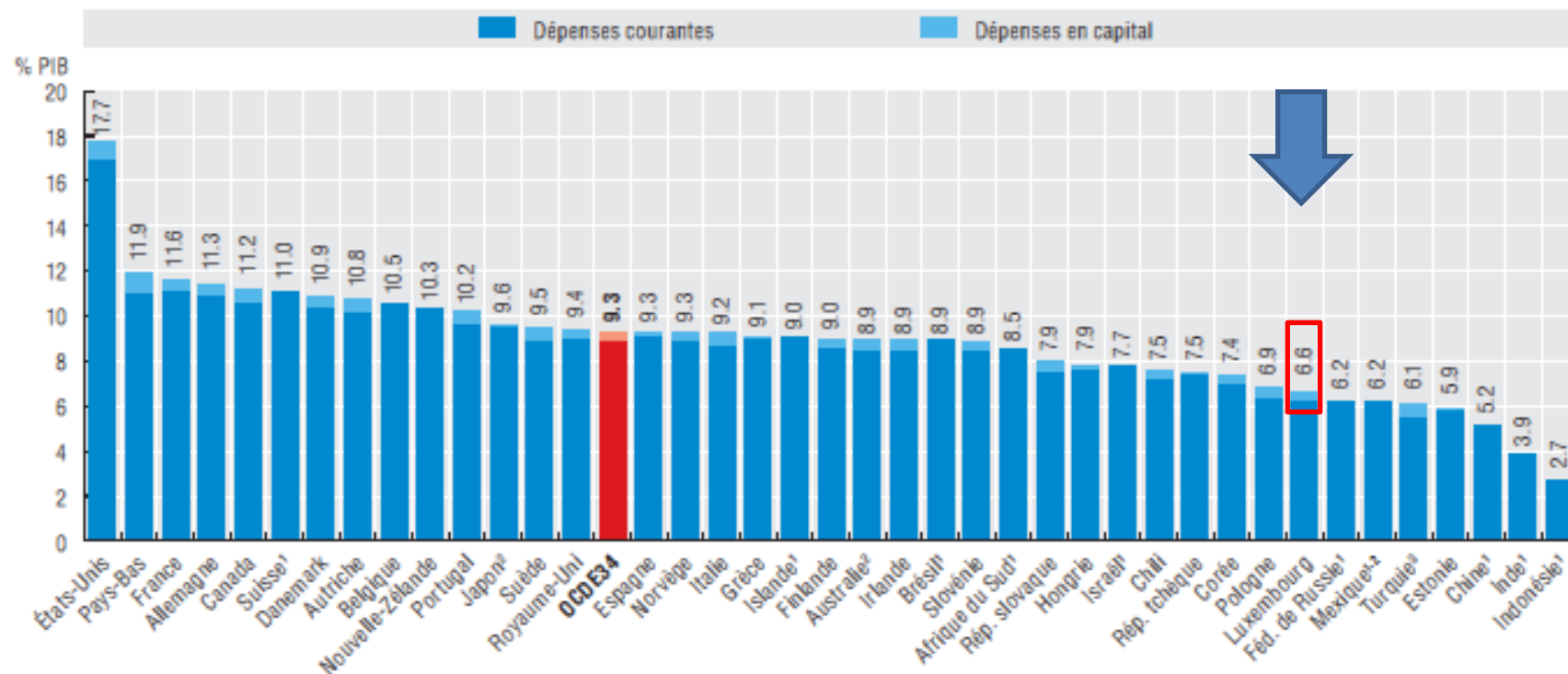
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932922500>

Dépenses de Santé 2011

Part PIB



7.2.1. Dépenses de santé en pourcentage du PIB, 2011 (ou année la plus proche)



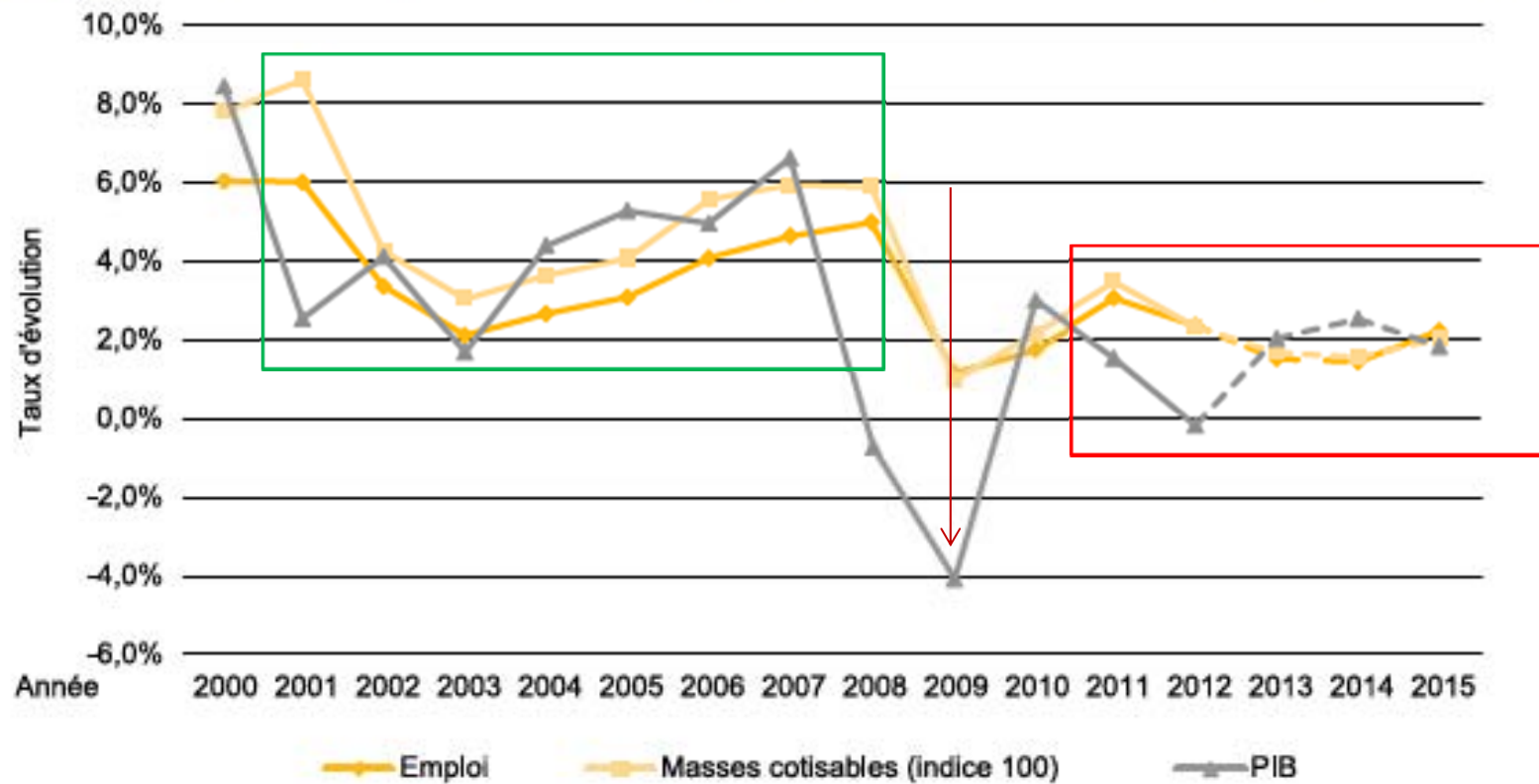
1. Dépenses totales.
2. Les données se rapportent à 2010.
3. Les données se rapportent à 2008.

Source : Statistiques de l'OCDE sur la santé 2013, <http://dx.doi.org/10.1787/health-data-fr> ; Base de données de l'OMS sur les dépenses mondiales de santé.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932922538>

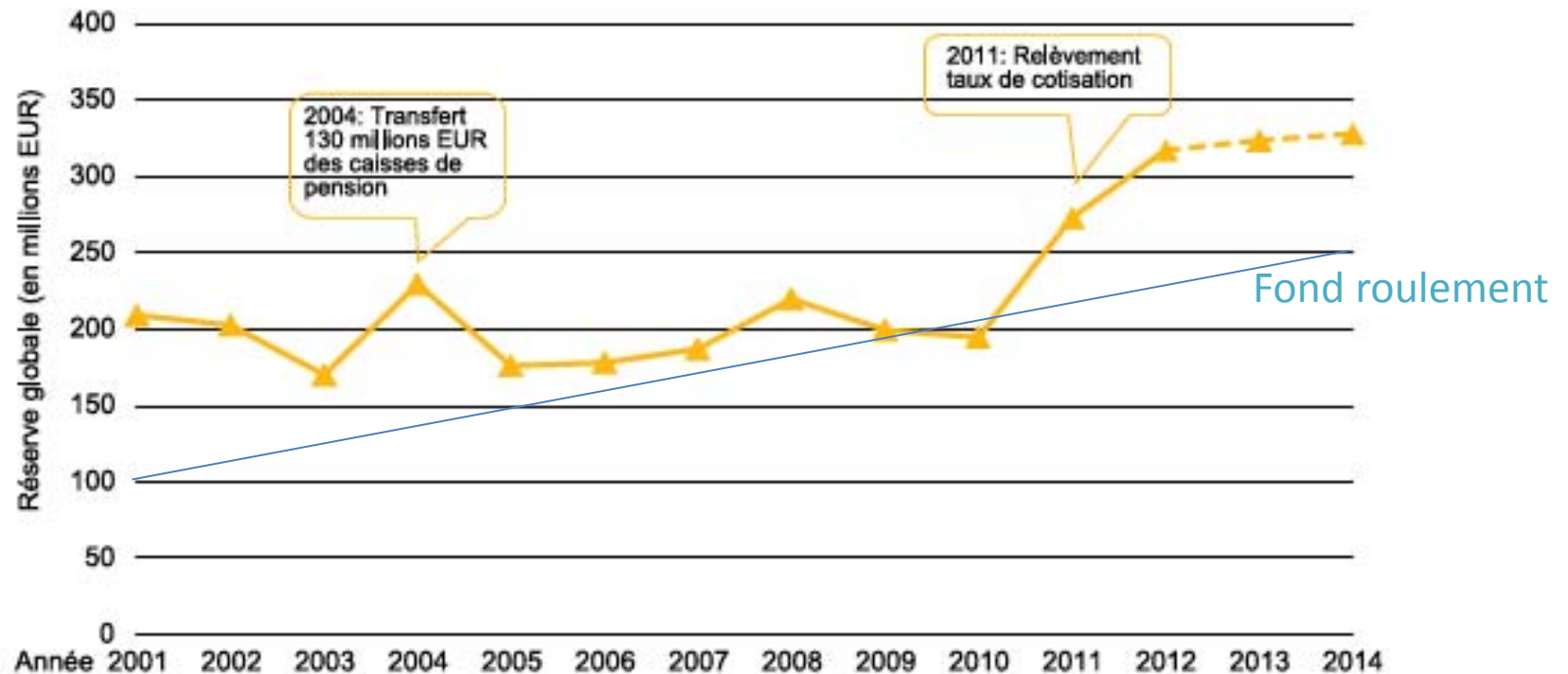
Emploi / PIB

Graphique 3. - Evolution de l'emploi, des masses des salaires cotisables ¹⁾ ainsi que du PIB (évolution en %)



Réserve globale

Graphique 1.- La réserve globale en fin d'année en valeur absolue



Sources: Décomptes, estimations 2013 et 2014 CNS (octobre 2013).



VENTILATION DES COÛTS

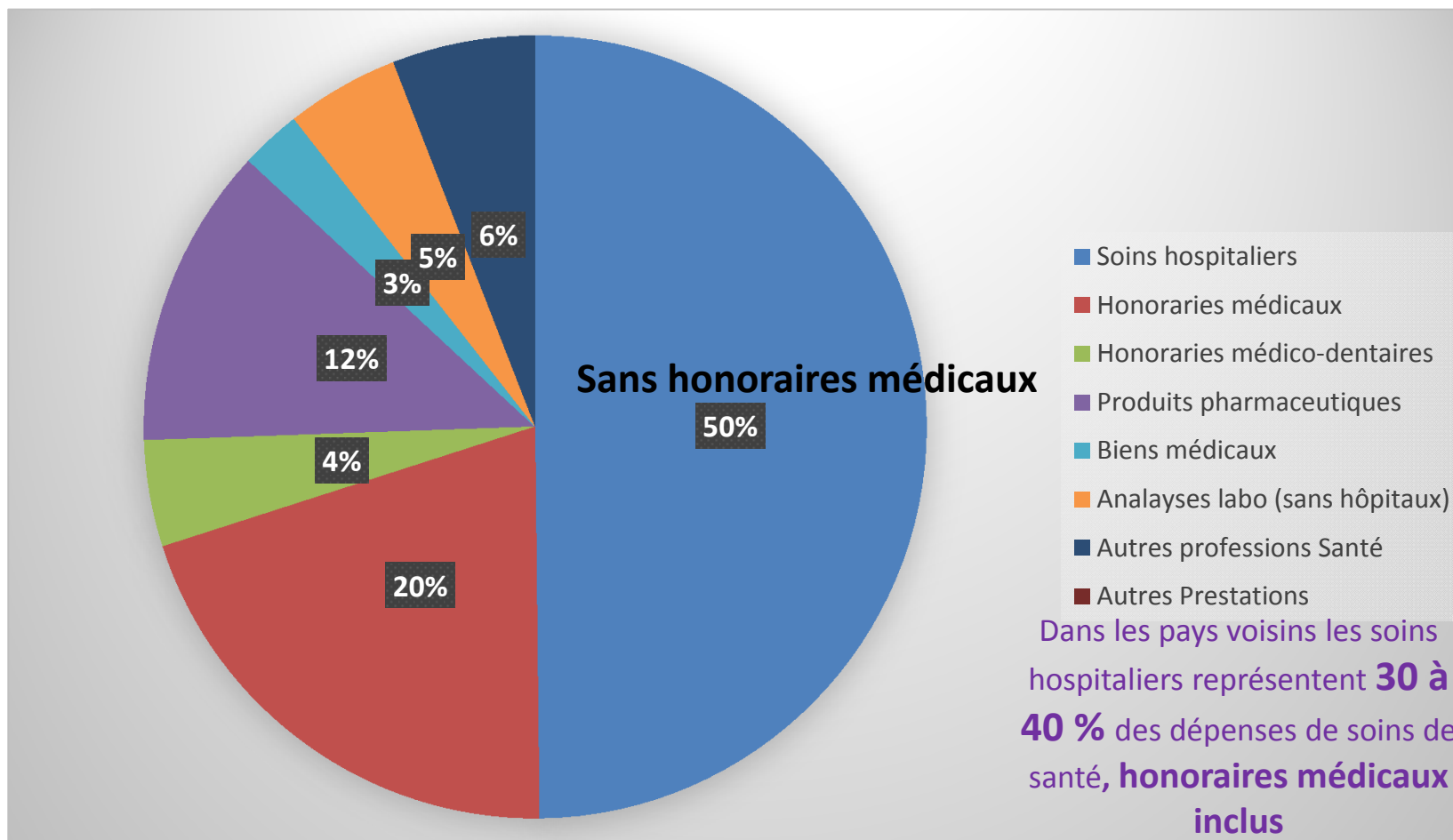
Dépenses Assurance maladie – maternité

	2000 *	2012 *	2000	2012
Honoraires médicaux	140	306	100,0	218,7
Honoraires médico-dentaires	31	67	100,0	218,9
Frais pharmaceutiques extrahospitaliers	95	186	100,0	195,3
Dispositif médicaux	18	37	100,0	202,7
Analyses de laboratoires	23	70	100,0	304,7
Autres Prof. Santé	24	90	100,0	370,2
Prestations hospitalières	343	741	100,0	216,3

(* En millions €)

Dépenses dédoublées sur douze ans

Soins de Santé au Luxembourg

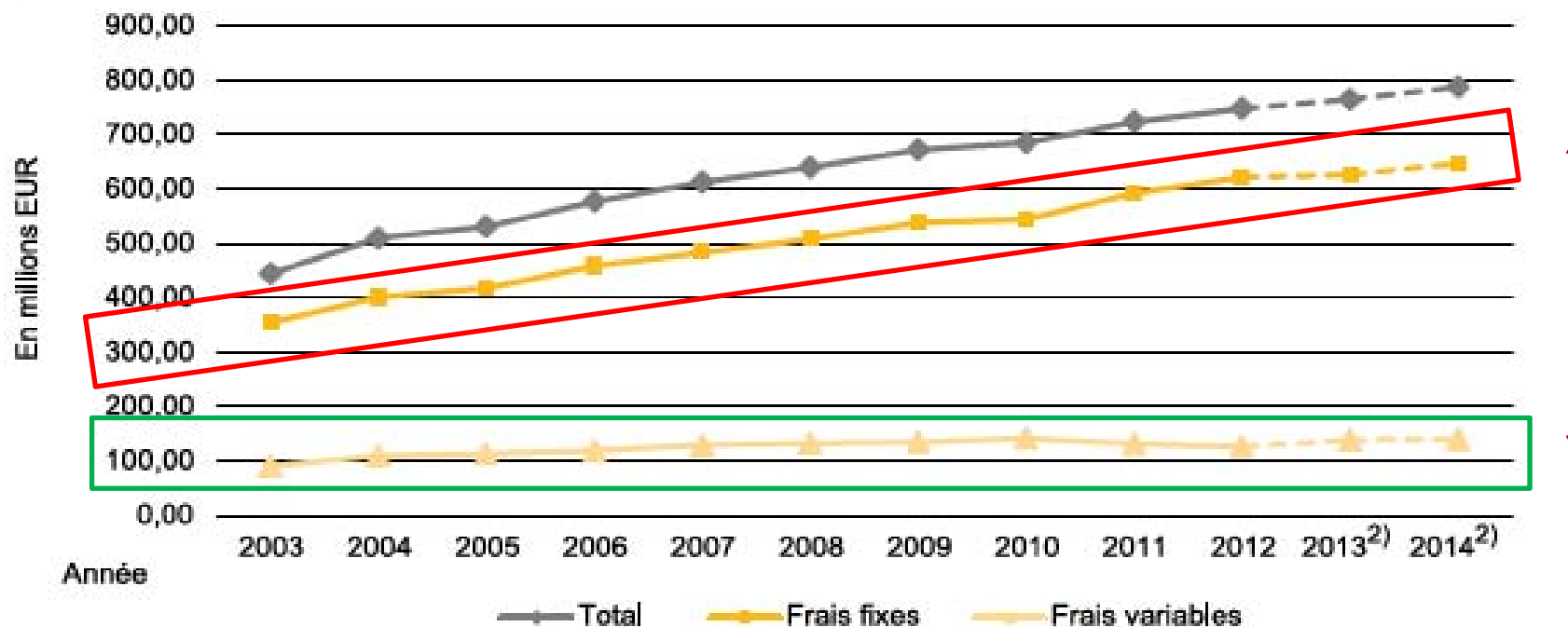




HÔPITAUX

Budgets hospitaliers

Graphique 6. - Evolution des budgets hospitaliers de 2002 à 2014



1) Rupture de série: Intégration des soins de maternité.

2) Source: Estimations CNS (octobre 2013).



ÉTRANGERS

Ventilation population protégée de la CNS



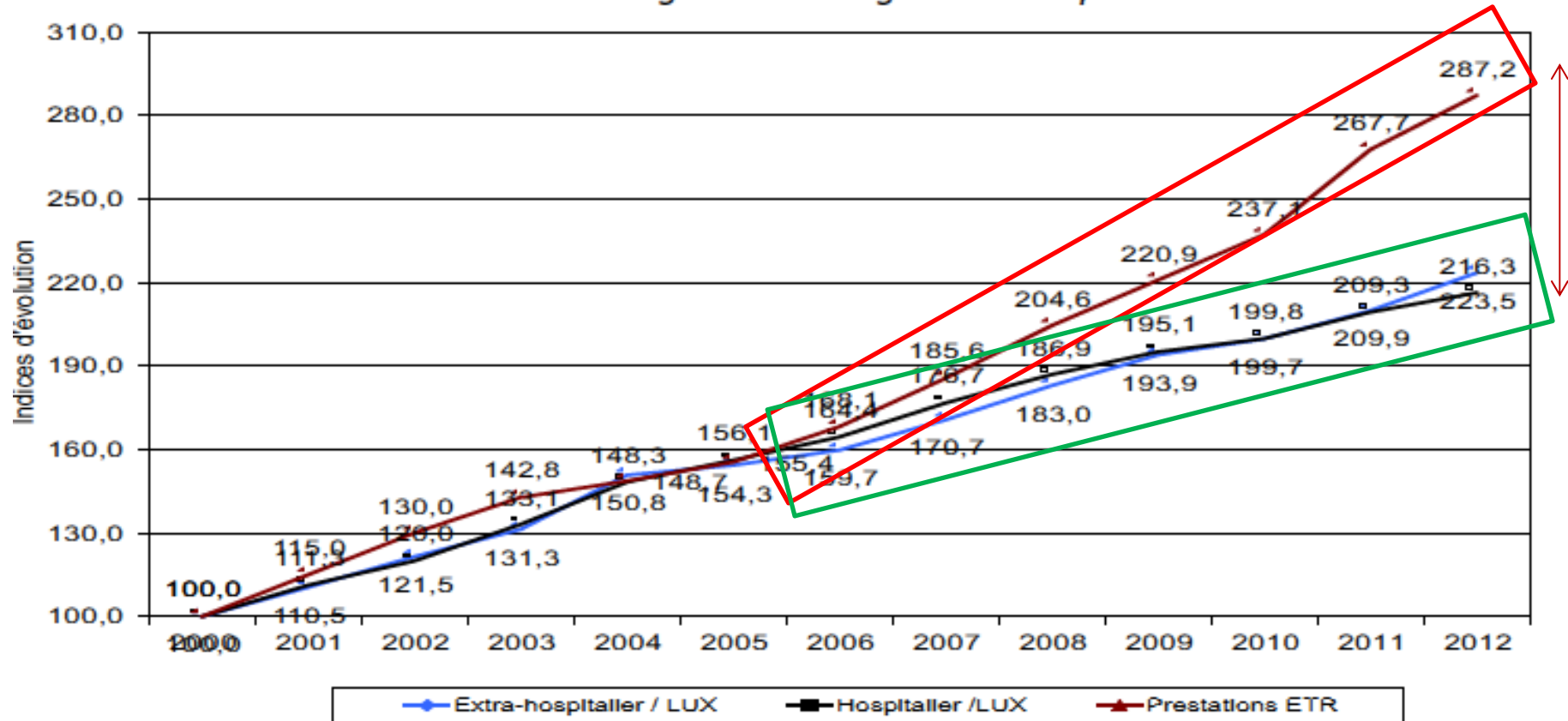
	2010	2011	2012	11/10	12/11
Assurés Résidents	478720	488268	499275	2,0 %	2,3 %
Assurés Non Résidents	220819	232042	240588	5,1 %	3,7 %
Total de la population protégée	699539	720310	739863	3,0 %	2,7 %

Un tiers des assurés ne sont pas résidents au Luxembourg

6% assurés non résidents sont traités au Luxembourg

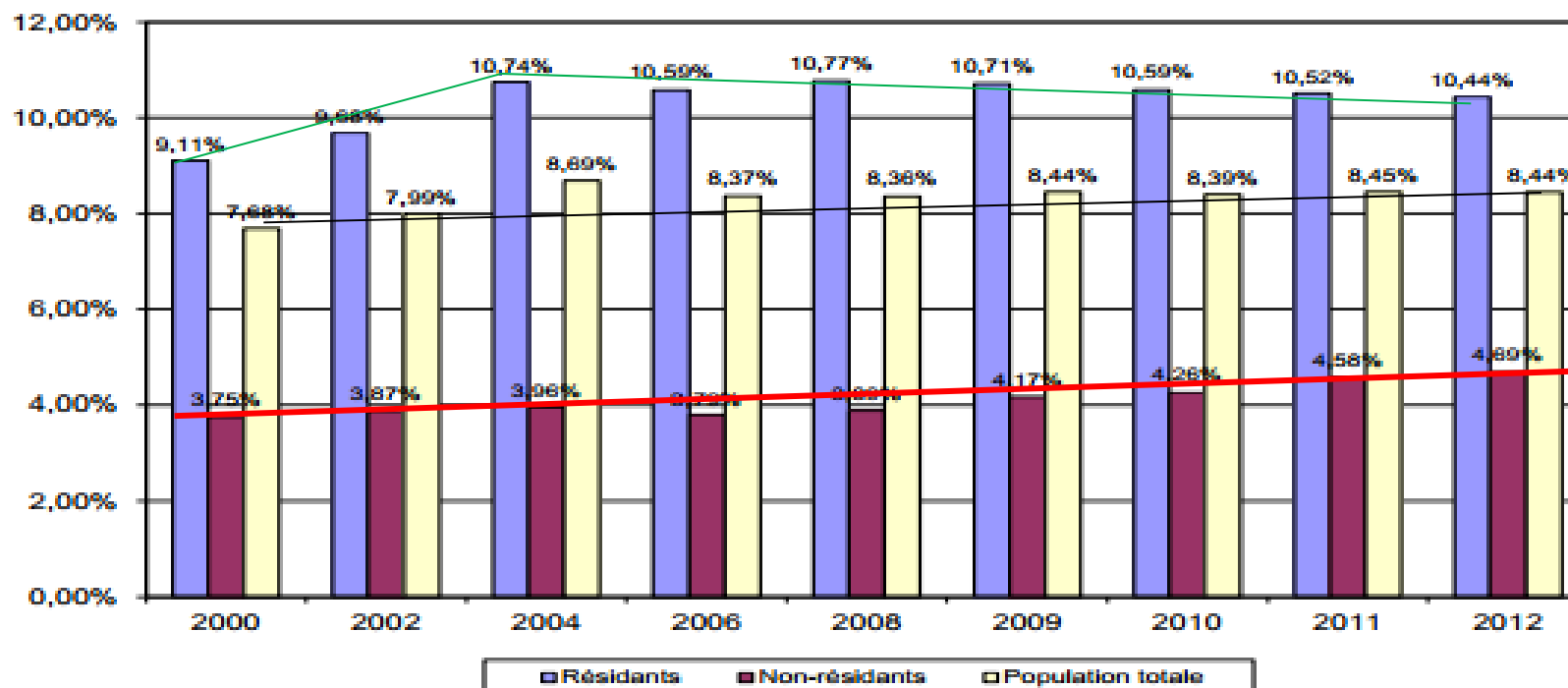
Évolution grandes catégories de dépenses

Evolution des grandes catégories de dépenses



Taux d'équilibres

Primes de répartition pure



Une part croissante des frontaliers ayant passé la totalité de leur vie active au Luxembourg va recourir à la possibilité de bénéficier du système d'assurance maladie luxembourgeois pendant leur retraite

Évolution consommation annuelle par personne protégée résidente



Année	Consommation par personne en €	Var en %
2000	1717 €	3,5%
2001	1879 €	9,4%
2002	2023 €	7,7%
2003	2184 €	7,9%
2004	2418 €	10,7%
2005	2472 €	2,2%
2006	2548 €	3,1%
2007	2688 €	5,5%
2008	2804 €	4,3%
2009	2889 €	3,0%
2010	2921 €	1,1%
2011	2999 €	2,7%
2012	3075 €	2,5%

Évolution consommation annuelle par personne protégée résidente/**non résidente**



Année	Consommation par personne en €	Var en %
2000	1717 €	3,5%
2001	1879 €	9,4%
2002	2023 €	7,7%
2003	2184 €	7,9%
2004	2418 €	10,7%
2005	2472 €	2,2%
2006	2548 €	3,1%
2007	2688 €	5,5%
2008	2804 €	4,3%
2009	2889 €	3,0%
2010	2921 €	1,1%
2011	2999 €	2,7%
2012	3075 €	2,5%
2012	Non résident : 1500 €	

Transferts résidents à l'étranger

Traitements à l'étranger sur autorisation du contrôle médical (E112/S2)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Consultations Ou Examens	4653	5093	4939	5033	5221	5456
Traitements ambulatoires	1631	1451	1647	1958	2002	1942
Traitements hospitaliers stationnaires	4903	5038	5150	4959	4989	5158
Cures	62	66	78	66	61	60
Analyses	106	62	87	73	131	116
Refus	283	302	382	583	506	545
Dépenses (M€)	31,3	32,5	33,1	34,9	36,5	38,8

Σ Prestations soins de santé à l'étranger

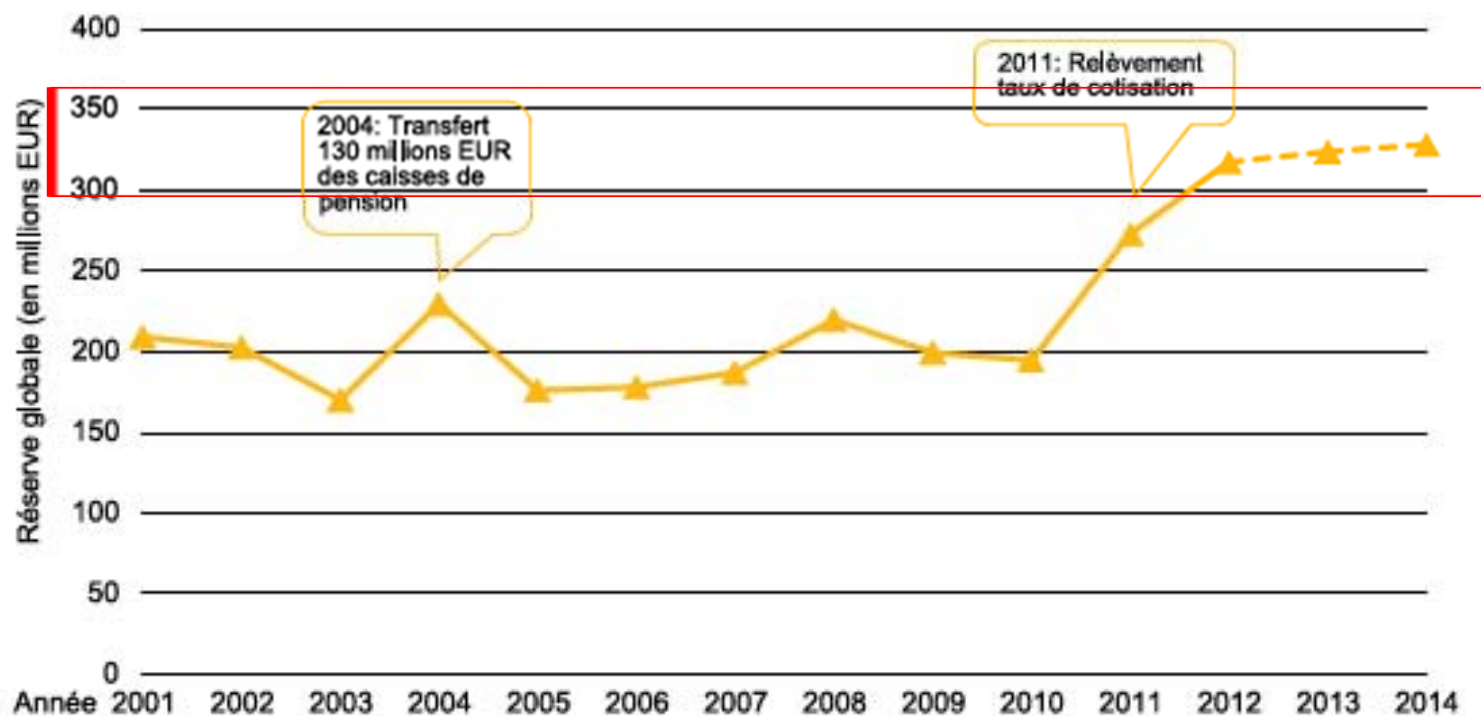
b) Prestations de soins de santé à l'étranger

(En millions d'euros, DC)	2011	2012	Var. en %
Conventions internationales	204,6	299,5	46,4%
Autres prestations étrangères	8,5	8,6	2,3%
Sous – total	213,0	308,1	44,6%
Dotation aux provisions	274,3		
Prélèvement aux provisions	-158,6	-274,3	
Régularisation fin d'exercice N		327,0	
Total	328,7	360,9	9,8%

320 M€ non résidents
+
40M€ transferts résidents

Réserve globale

Graphique 1.- La réserve globale en fin d'année en valeur absolue



Sources: Décomptes, estimations 2013 et 2014 CNS (octobre 2013).



**DIRECTIVE SOINS
TRANSFRONTALIERS**

Directive 2011/24/UE

Transposition = **Projet de loi 6554**

Discrimination

PL 6449 droits patients

Art 454 code pénal

Déontologie

Facturation non discrimination

Δ articles 64 et 74 code sécurité sociale

Médiation

Article 46 loi hospitalière et article 24 PL 6449 droits patients

Assurance obligatoire

Divers lois sur les exercices professionnels

Vie privée

Loi protection des données et article 3 PL 6449 droit des patients

Coût global (mesure transitoire = coûts moyens; calculs coûts: 2015)

Article 8 PL 6449 droit patients

Directive 2011/24/UE

Projet de loi 6554

Autorisation préalable CNS avis CMSS

- 1) le séjour de l'assuré dans un hôpital, un établissement hospitalier spécialisé ou un établissement d'accueil pour personnes en fin de vie au sens de la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers pour au moins une nuit, ou
- 2) le recours à des infrastructures ou à des équipements médicaux hautement spécialisés et coûteux soumis à planification en vertu du plan hospitalier national établi en exécution de l'article 2 de la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, ou
- 3) des traitements exposant le patient ou la population à un risque particulier de sécurité ou de santé, suivant avis du Contrôle médical de la sécurité sociale,



MERCI POUR VOTRE ATTENTION

Dr Claude Schummer

Luxembourg